

Pénurie de logements...

Quelles peuvent être les raisons du boycottage de la Ville du projet "Sauerwiss"?

Ce ne sont pas l'ASTI, ATD-Quart Monde et Caritas qui ont découvert la pénurie de logements. Leur pétition lancée à l'occasion de la journée mondiale de l'habitat début novembre a été un déclic parmi d'autres.

Axée sur la nécessité de créer des logements locatifs, il est intéressant de noter quelques réactions que cette démarche a suscitées.

Lors de la remise des pétitions à la Présidente de la Chambre des Députés un dossier avait été transmis à la presse. Un seul journal a fait état de cas concrets évoqués dans ce dossier, c'était le "Lëtzeburger Land" du 5 janvier 1990. Le "Luxemburger Wort" a été le plus performant pour diluer un éventuel impact de la résolution. Absent lors de la remise des pétitions, il en a fait état en parlant d'une allocation de logement. Il est bien question d'une telle allocation dans la pétition, mais l'essentiel de celle-ci concernait la pénurie de logements. Par ailleurs le "Luxem-

...pénurie de volonté politique

burger Wort" présente le rapport d'activités du Fonds de Logement, qui est au fond un acte d'accusation parmi d'autres contre les pouvoirs politiques.

Le projet "Sauerwiss"

Ce projet, qui prévoit quelques 350 logements dont une partie de logements locatifs est bloqué depuis 1985 par la Ville de Luxembourg qui refuse l'autorisation de construire au Fonds de Logement.

Lors de la remise des pétitions à Monsieur Spautz, le Ministre du Logement nous a priés de l'aider à faire pression sur la Ville de Luxembourg pour qu'elle débloque le projet. Le chemin du président du PCS au secrétaire général du PCS semble devoir emprunter le détour par l'ASTI, ATD et Caritas pour déclencher le clignotant social?

Quelles peuvent être les raisons du boycottage de la Ville du projet "Sauerwiss"? Avançons quelques

hypothèses;

- La volonté de créer un ghetto de propriétaires en refusant d'admettre une partie significative de locatif. (Dans le "Lëtzeburger Land" du 5 janvier Vic Weitzel, porte-parole du POSL en matière de logement, semble rejoindre le collège échevinal sur ce point, lorsqu'il évoque le risque de ghettoïsation au moment où il y aurait du locatif. L'inverse peut se produire aussi, comme le démontre l'exemple du Cents.)

- Refuser de construire du locatif équivaut à ne pas investir dans une couche de la population qui est électoralement peu intéressante, voire politiquement muette.

En construisant d'ailleurs à Gasperich exclusivement du logement social tel qu'on l'entend au Luxembourg, (c.-à-d. aider à l'accès à la propriété), la Ville ferait un investissement qui lui serait extrêmement utile lors de prochaines visites de chefs d'état étrangers. En effet, lorsque Alain Decaux, Ministre de la Francophonie, est venu au Grand-Duché, on lui a fait visiter l'école primaire la moins représentative de la Ville de Luxembourg, celle du ghetto de Cents. Seulement 10% des enfants fréquentant cette école sont des étrangers, alors que la moyenne des écoliers étrangers de la capitale se situe vers 57%. Gasperich pourrait devenir une alternative pour pareilles visites, on n'aurait plus besoin de déranger à chaque fois les classes du Cents.

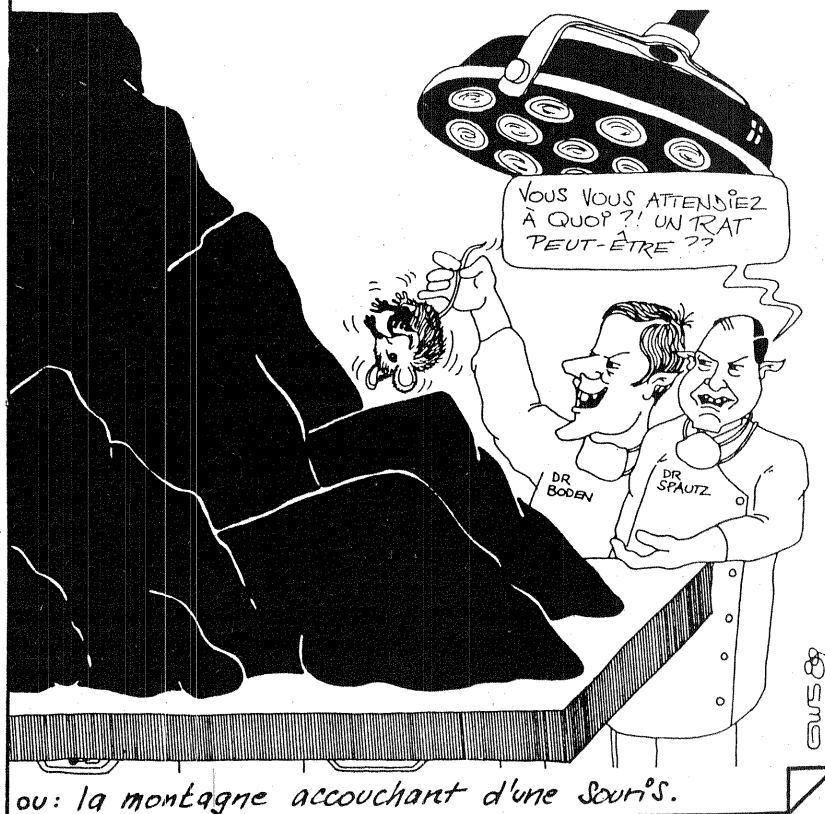
Dans une interview au "Lëtzeburger Land" le Ministre du Logement et de l'Immigration a oublié le Ministre de la Famille qu'il était pendant longtemps.

"LL: In der Millebaach steht ein unansehnlicher Wohnblock, der dem Staat gehört. Darin wohnen ausländische Arbeitnehmer zu viert und zu fünft in einem Zimmer. Wie paßt das in das Bild vom Luxemburger Wohlfahrtsstaat?

Spautz: Das Haus, das Sie ansprechen, gehört tatsächlich dem Staat und wurde vor rund 20 Jahren gebaut. Es gab damals eine Vorschrift, die besagte, daß die Bauunternehmer ihren aus dem Ausland gerufenen Arbeitern Wohnungen zur Verfügung stellen mußten. Im Laufe der Zeit wurde dieses Prinzip allerdings durchlöchert. Insbesondere ab dem Zeitpunkt, da keine neuen Fremdarbeiter mehr kamen und der eine Unternehmer die Mitarbeiter des anderen übernahm. Mit der enormen Konjunktur, die wir derzeit beobachten können, hat sich das wieder geändert. Allerdings versichere ich Ihnen - denn das liegt mir sehr am Herzen -, daß in dem von Ihnen erwähnten Wohnkomplex keine Familien wohnen, sondern nur Einzelpersonen, die dort auch nur so lange bleiben, bis ihre Angehörigen nach Luxemburg kommen. Im übrigen gibt es eine Reihe solcher Häuser, private und öffentliche. Das größte steht in Eich mit ungefähr 70 Bewohnern." ("Lëtzeburger Land")

Il convient de rappeler quelques faits relatifs au foyer pour travailleurs de Muhlenbach. Ce foyer fut construit en 1975 par une asbl, "le Foyer du Travailleur", constituée de membres de la Chambre des Mé-

LE RÈGLEMENT GRAND-DUCAL INSTAURANT LES COMMISSIONS CONSULTATIVES POUR ÉTRANGERS EST ARRIVÉ !!



tiers. Construit exclusivement avec des deniers publics sous la houlette du patronat, la mauvaise gestion et le déficit accumulé a amené l'Etat à le reprendre. L'aspect extérieur "unansehnlich" n'est que le reflet d'un intérieur tout aussi déplorable.

Rafraîchissons la mémoire de M. Spautz: le plus grand foyer est bel et bien celui de Muhlenbach avec 75 locataires suivi, il est vrai, de celui d'Eich (privé) avec 70 pensionnaires.

Ajoutons que le même Monsieur Spautz en sa qualité de président du PCS se félicite dans le "Luxemburger Wort" de fin d'année 89 que les nationalistes n'ont pas encore eu d'élus. En continuant cette politique de laisser-aller et en laissant s'aggraver la pénurie de logements locatifs dont souffrent étrangers et luxembourgeois, Monsieur Spautz, ex-membre de la FELES, augmentera les chances de l'extrême-droite pour les prochaines élections.

Terminons en évoquant deux mesures du gouvernement actuel dans la lutte contre la pénurie de logements: d'une part la création d'un Ministère du logement et de l'urbanisme en juillet 1989 et d'autre part la création, début janvier 1990, d'un comité interministériel pour aborder la pénurie de logements...

serge

Guy W. Stoos
in: Echo de l'Immigration